



HAL
open science

Être keynésien au XXI^e siècle : Patriotisme économique ou mondialisation keynésienne ?

Christophe Laviaille

► **To cite this version:**

Christophe Laviaille. Être keynésien au XXI^e siècle : Patriotisme économique ou mondialisation keynésienne ?. 2012. halshs-00827448

HAL Id: halshs-00827448

<https://shs.hal.science/halshs-00827448>

Preprint submitted on 29 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Laboratoire d'Economie d'Orléans

Document de Recherche

n° 2012-10

**« Être keynésien au XXI^e siècle : Patriotisme économique
ou mondialisation keynésienne ? »**

Christophe LAVIALLE

Laboratoire d'Economie d'Orléans – UMR CNRS 7322 Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion,
Rue de Blois, B.P. 26739 – 45067 Orléans Cedex 2 - France

Tél : 33 (0)2 38 41 70 37 – 33 (0)2 38 49 45 04 – Fax : 33 (0)2 38 41 73 80

E-mail : leo@univ-orleans.fr - <http://www.univ-orleans.fr/leo/>

Être keynésien au XXI^e siècle : Patriotisme économique ou mondialisation keynésienne ?

Christophe Laviaille¹

Résumé

Dans un texte de 1933 publié par *The Yale Review*, John Maynard Keynes présente ses arguments en faveur de l'autosuffisance nationale. Il y plaide pour le refus d'un internationalisme sans contrôle, et propose aux pays démocratiques adeptes du libéralisme politique de mettre en œuvre le niveau de patriotisme économique adapté au maintien de leurs équilibres sociaux et à la promotion d'une « république sociale idéale ».

Alors que la crise déclenchée en 2008, qui par bien des aspects montre les limites d'une globalisation financière et réelle sans contrôle, a remis au goût du jour l'enseignement du maître de Cambridge, cet article produit un écho tout à fait surprenant. Le pari de cette communication est alors qu'il peut être précisément éclairant d'analyser les enjeux de la période en cours à la lumière de cet écrit et des positions qu'y développe Keynes, pour voir, si sur ce thème aussi, sa pensée reste actuelle et riche d'enseignements.

L'objet de la communication est donc de repérer les différents arguments avancés par Keynes dans son texte et d'en analyser l'actualité ou l'obsolescence. Il est aussi de rapprocher l'argumentaire, essentiellement intuitif, de celui, analytique, développé trois ans plus tard dans la *Théorie Générale*. Il est enfin de l'inscrire dans la philosophie globale qui est celle de Keynes des questions économiques, politiques et morales.

Classement JEL : B22, B31, F52 Mots clés : Keynes, nationalisme économique, libéralismes, pragmatisme.

Abstract

In a 1933 text published by *The Yale Review*, John Maynard Keynes presents his arguments in favor of national self-sufficiency. He argues for the rejection of economic internationalism without control, and offers democratic countries adhering to the principles of political liberalism to implement the appropriate level of economic patriotism that maintains their social equilibrium and promotes an "ideal social republic". While the crisis that began in 2008, which in many ways shows the limits of financial and real globalization without control, has revived Keynes teachings, this article produced a quite surprising echo. The challenge of this paper is precisely that it can be enlightening to analyze the issues of the current period in the light of this writing of Keynes, and of the positions he develops, to measure if, on this theme too, his thoughts remains current and insightful. The purpose of the communication is to identify the various arguments advanced by Keynes in his text and to analyze if they are current or obsolete. It is also to bring the argument, essentially intuitive, from that, more analytic, developed three years later in the *General Theory*. Finally, it is to show that the argumentation is part of the Keynes overall philosophy on economical, political and moral issues.

Jel classification : B22, B31, F52. Keywords : Keynes, Economic Nationalism, Liberalisms, Pragmatism

¹ Maître de conférences à l'Université d'Orléans (France), Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO – UMR CNRS 6221), équipe TOTEM (*Travail, Organisations, Territoires Et Mondialisation* - centre interrégional associé au CEREQ); Christophe.Laviaille@univ-orleans.fr

Introduction

Robert Lucas, inspirateur majeur de la Nouvelle Ecole Classique, avait coutume de dire « il n'y a plus de bon et jeune économiste keynésien » témoignant que de son point de vue, l'heure était heureusement venue de refermer la « parenthèse » keynésienne. Cette conviction, outre qu'elle a conduit à une nouvelle révolution scientifique au sein de la théorie économique, a très rapidement marqué la conduite des affaires publiques, et la manière dont le processus d'internationalisation de nos économies a pu se transformer en une mondialisation commerciale et financière, revendiquant la primauté en toutes circonstances du principe économique et de l'expertise de ceux qui l'établissent.

La crise déclenchée en 2008 est en train, probablement de rebattre les cartes. Car en aucune autre période de notre histoire — à l'exception toute transitoire des années trente — les dysfonctionnements de l'économie mondiale n'ont été aussi graves qu'aujourd'hui : chômage de masse, formidable croissance des inégalités et de la pauvreté, dans les pays riches ; misère insoutenable dans nombre de pays en développement ; creusement des inégalités de revenus par habitants entre pays ; mais aussi violence et instabilité économiques.

La comparaison avec les années trente, celles là même qui allaient conduire à l'ouverture de la séquence keynésienne que Lucas aspirait à refermer, n'est évidemment pas fortuite. Parce que la séquence vécue depuis 2008 jusqu'à aujourd'hui rappelle fortement les enchaînements macroéconomiques constatés tout au long des années de l'entre deux guerres mondiales et qui ont conduit à la Grande Dépression. Mais aussi parce que du coup, l'intérêt pour la lecture que Keynes avait pu faire de ces enchaînements dramatiques s'en trouve renouvelé. Depuis quarante ans, et sous l'influence des écoles monétariste et nouvelle classique, les politiques keynésiennes ont été considérées comme responsables des maux des économies contemporaines, à un point tel, d'ailleurs, que la lecture de Keynes, déjà largement reléguée durant les décennies précédentes derrière celle des auteurs « keynésiens », est apparue comme définitivement inutile. La période qui s'ouvre conduit au contraire à revendiquer, avec Gilles Dostaler, l'idée que « *la lecture de l'oeuvre de Keynes, associée à l'étude de son action, de son insertion dans son temps, est du plus haut intérêt du point de vue historique, mais aussi pour comprendre notre époque* » (Dostaler : 2009, p.14-15)

Il est en l'occurrence un thème qui, parmi beaucoup d'autres, a ressurgi à l'occasion de cette crise, et fait un retour remarqué dans le débat politique à l'occasion de l'élection présidentielle française, c'est celui du patriotisme économique. On connaît le combat de Keynes contre le *Laisser-Faire*, on connaît moins bien sa position sur le libre échange, et sur ce que nous appellerions aujourd'hui la « mondialisation ». Or, il est un texte, publié en 1933 par *The Yale Review*, où John Maynard Keynes étudie ces problématiques, et présente ses arguments en faveur de l'autosuffisance nationale. Il y plaide pour le refus d'un internationalisme sans contrôle, et propose aux pays démocratiques adeptes du libéralisme politique de mettre en œuvre le niveau de patriotisme économique adapté au maintien de leurs équilibres sociaux et à la promotion d'une « république sociale idéale »².

Dans le contexte que j'ai rappelé, cet article produit un écho tout à fait surprenant. Le pari de cette communication serait alors qu'il pourrait être précisément éclairant d'analyser les enjeux de la période en cours à la lumière de cet écrit et des positions qu'y développe Keynes, pour voir, si sur ce thème aussi, sa pensée reste actuelle et riche d'enseignements.

L'objet de la communication est donc de repérer les différents arguments avancés par Keynes dans son texte et d'en analyser l'actualité ou l'obsolescence. Il est aussi de rapprocher l'argumentaire, essentiellement intuitif, de celui, analytique, développé trois ans plus tard dans la *Théorie Générale*. Il est enfin de l'éclairer par son inscription dans les grands « combats » de Keynes (cf. Gilles Dostaler).

2 Un travail d'exégèse de ce texte a déjà été opéré, à l'initiative de la revue *L'économie politique*. Il me semble que le contexte en partie nouveau créé par la crise de 2008 et ses répliques permet de se repencher à nouveau sur l'exercice et de compléter et revisiter le travail alors fourni.

Nous verrons que la question posée s'adresse en particulier à celles et ceux qui ne peuvent se résoudre à ce que la mondialisation signifie la perte définitive de toute possibilité pour l'action politique, avec les craintes qu'elle suscite de rejets populaires et de régressions nationalistes destructrices. Keynes rappelle dans son texte qu'une hiérarchie normale des valeurs exige que le principe économique soit subordonné à la démocratie plutôt que l'inverse. Or les critères généralement utilisés pour juger du bien fondé d'une politique ou d'une réforme sont des critères d'efficacité économique. La démocratie de marché suppose une hiérarchie entre système politique et système économique et donc une autonomie de la société dans le choix de l'organisation économique. La démocratie n'est pas seulement un régime politique, mais une valeur, alors que le marché est un moyen qui, pour l'instant, s'est avéré compatible avec la démocratie. Dans la volonté de réguler le capitalisme, de redonner des capacités d'agir au politique, et des conditions d'exercice de la souveraineté populaire, faut-il alors en passer par une forme ou une autre de patriotisme économique, ou continuer la quête d'une gouvernance mondialisée ?

La communication se présente donc essentiellement sous la forme d'une glose sur le texte de Keynes, et de la présentation non technique d'arguments qui pour l'essentiel conduisent à revendiquer de ne pas enfermer ce débat dans une stricte logique économiste, rejoignant la volonté de Keynes de « laisser l'économiste sur la banquette arrière ».

I. Le plaidoyer de Keynes en faveur de l'autosuffisance nationale

I.1. Le contexte

a) Le contexte économique

Il est évidemment marqué par les conséquences de la crise de 1929. Keynes écrit dans un moment de grand trouble économique, pour des lecteurs vivant au milieu d'une économie qui s'effondre (le texte est destiné au public américain) et qui doivent confronter leurs croyances les plus sacrées, en particulier relatives aux vertus du libre échange, aux réalités tragiques de la Grande Dépression.

b) Le contexte politique

Le contexte politique dans lequel est écrit cet article est évidemment celui de la montée des régimes autoritaires, comme il est celui de l'expérience du New Deal amorcé depuis une année par Franklin Roosevelt.

L'obsession de l'Europe en 1933 reste la paix. Keynes est celui, qui dès 1919 s'est élevé, dans *les conséquences économiques de la Paix*, contre le Traité de Versailles, cette paix « carthaginoise » qui ne pouvait que conduire l'Allemagne au fascisme.

c) Le contexte intellectuel

Écrit en 1933, situé entre deux ouvrages majeurs, il correspond à un tournant dans la pensée de son auteur, tournant au cours duquel il déconstruit sa première économie, et commence à construire la seconde, qui s'éloigne des théories du cycle à l'équilibre sur le plan analytique, et embrasse une vision pragmatique de la connaissance. Le Keynes des années 1920, même s'il est déjà lucide sur les limites de la théorie économique de son temps, en particulier en ce qui concerne la monnaie, reste un défenseur du libéralisme économique. Son attachement au libre-échange est profond. Il n'entame son évolution intellectuelle radicale qu'à la fin des années 1920, et elle n'est pas achevée en 1932-1933.

I.2. L'argumentaire

a) Le rejet du libre échange

Il ne s'agit pas, dans le texte qui nous occupe, d'une démonstration rationnelle à la logique implacable, mais d'une suite de réflexions dans laquelle Keynes ne cache pas ses hésitations et son incertitude : contrairement à la démarche que Keynes proposera dans la *Théorie Générale* à propos du *Laisser-Faire*, il ne procède pas ici à une critique *logique* des fondements théoriques du libre-échange. Il en reste au stade de *l'intuition* et du sentiment que les évolutions observées depuis 1914 ne valident pas les prédictions des thuriféraires du *Laisser-passer*. De ce point de vue il s'inscrit logiquement dans les pas de la philosophie pragmatiste qui est la sienne, et qui fait de l'efficacité de l'action pratique un critère de validation du discours théorique³.

D'abord, sur le libre échange, comme sur le laissez faire, il a fallu « briser des chaînes »⁴ :

« Comme la plupart des Anglais, j'ai été élevé dans le respect du libre-échange, considéré non seulement comme une doctrine économique qu'aucune personne rationnelle et instruite ne saurait mettre en doute, mais presque comme une composante de la morale. Je considérais les entorses à ce principe comme stupides et scandaleuses. Je pensais que les inébranlables convictions de l'Angleterre en matière de libre-échange, maintenues depuis près d'un siècle, expliquaient sa suprématie économique devant les hommes et sa justification devant Dieu. En 1923, j'écrivais encore que le libre échange s'appuyait sur des « vérités » fondamentales qui, énoncées avec les réserves d'usage, ne pouvaient être contestées par quiconque comprend le sens des mots. Quand je relis ce que j'écrivais alors à propos de ces vérités fondamentales, je ne pense pas être en contradiction avec moi-même. J'ai cependant changé d'orientation, comme beaucoup de mes contemporains » (Keynes : 1933, p.7)

On a donc dans ce texte, une pensée qui se cherche, d'abord, nous l'avons dit en raison du contexte particulier généré par la grande crise :

« Ma connaissance de la théorie économique a de fait évolué (...). Mais c'est autre chose qui m'a fait changer d'avis : mes espoirs, mes préoccupations et mes craintes ont changé, comme ceux de beaucoup, voire de la plupart des gens de notre génération, dans le monde entier » (Ibid, p.7 et 8)

mais aussi en raison de ce que Keynes est en train de défaire sa « première » économie, et de construire sa « seconde » celle qui conduira à la publication de la *Théorie Générale*. Cette pensée en gestation, se veut déjà accrochée à la question majeure de son temps (le sous emploi, bientôt identifié au chômage involontaire), et proclame la nécessité d'une rupture avec les croyances du passé :

« C'est un long processus, que celui de s'arracher à des modes de pensée qui étaient ceux d'avant la

3 Lavielle (2002)

4 *« Pendant un siècle ou plus l'Économie Politique a été dominée en Angleterre par une conception orthodoxe. Ce n'est pas à dire qu'une doctrine immuable ait prévalu, bien au contraire ; la doctrine a évolué progressivement. Mais ses postulats, son esprit, sa méthode sont restés étonnamment les mêmes et une remarquable continuité se distingue à travers les changements. C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevé. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considèreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même - tradition. Mais nous-mêmes, en écrivant ce livre et un autre ouvrage récent qui l'a préparé, nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquerrions une liberté » (Keynes : 1936, Préface pour l'édition française, p.5)*

« La composition de cet ouvrage a été pour l'auteur un long effort d'évasion, une lutte pour échapper aux formes habituelles de pensée et d'expression ; et la plupart des lecteurs devront s'imposer un effort analogue pour que l'auteur parvienne à les convaincre. Les idées si laborieusement exprimées ici sont extrêmement simples et devraient être évidentes. La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous. » (Keynes : 1936, Préface pour la première édition anglaise, p.11)

guerre, ceux du XIXe siècle. Il est surprenant de constater combien un esprit traîne d'oripeaux obsolètes même après avoir changé ses conceptions centrales» (Ibid., p 8).

Au total, cette condamnation du libre-échange ne doit pas surprendre et se situe dans le prolongement du discours de 1926 sur « la fin du Laisser-Faire ».

b) ...se fonde sur une analyse coût/avantage élargie

A une analyse coût/avantage purement économique, il faut préférer une vision plus large :

« Au XIXe siècle, le partisan de l'internationalisme économique pouvait à juste titre soutenir que sa politique contribuait à l'enrichissement rapide du monde, qu'elle favorisait le progrès économique, et que faire marche arrière nous aurait grandement appauvris, ainsi que nos voisins. Ceci soulève la question de l'équilibre entre les avantages économiques et non économiques qui n'est jamais facile à trancher » (p.9)

De ce point de vue, il convient d'écrire, sur cette question comme sur d'autres, un nouvel agenda, car le capitalisme de ce début du XX^e siècle se distingue de celui qui prévalait au cours du XIX^e siècle :

« Je pense qu'au XIXe siècle, les gains de l'internationalisme économique l'emportaient sur ses inconvénients pour deux raisons. »

Tout d'abord, la « première » mondialisation était organisée autour de flux de personnes et de capitaux qui allaient des pays du Nord vers les pays colonisés :

« A une époque où de nouveaux continents se peuplaient par une émigration massive, il était normal que les hommes emportent avec eux dans les mondes nouveaux les fruits matériels de la technique du monde ancien, représentant l'épargne accumulée de ceux qui les envoyaient. L'investissement de l'épargne britannique allait permettre aux ingénieurs britanniques d'installer les voies ferrées et le matériel roulant qui transporteraient les émigrants britanniques vers de nouvelles terres et de nouveaux pâturages, et une partie des produits reviendrait légitimement à ceux dont la frugalité avait produit cette épargne. Cet internationalisme économique ne ressemble en rien à la participation prise par un spéculateur de Chicago dans une entreprise allemande, ou à celle d'une vieille fille anglaise dans les investissements de la municipalité de Rio de Janeiro»

D'autre part, dans ce capitalisme du XIX^e siècle, les échanges s'opéraient entre pays de niveaux de développement très inégaux, et la théorie des avantages comparatifs pouvait donc s'appliquer strictement :

« Par ailleurs, à une époque où les niveaux d'industrialisation et les possibilités d'apprentissage technique étaient extrêmement inégaux dans les différents pays, on pouvait tirer des avantages considérables d'une spécialisation nationale poussée »

Ce n'est plus le cas, selon Keynes, au moment où il écrit. La question est à présent de savoir si l'internationalisation marchande *et financière* qui s'opère désormais entre pays de développement comparable charrie toujours les mêmes avantages nets. Il n'en est pas convaincu :

« Mais je ne suis pas persuadé qu'aujourd'hui les avantages économiques de la division internationale du travail soient comparables à ce qu'ils furent. Soyons clair : je ne pousserai pas mon raisonnement au-delà d'un certain point. Un niveau élevé de spécialisation internationale est nécessaire dans un monde rationnel, chaque fois qu'il est dicté par d'importantes différences de climat, de ressources naturelles, d'aptitudes naturelles, de niveau de culture et de densité de population. Mais pour une gamme de plus en

plus large de produits industriels, et peut-être de produits agricoles, je ne pense pas que les pertes économiques dues à l'autosuffisance soient supérieures aux avantages autres qu'économiques que l'on peut obtenir en ramenant progressivement le produit et le consommateur dans le giron d'une même organisation économique et financière nationale. L'expérience prouve chaque jour un peu plus que beaucoup de processus modernes de production de masse peuvent être maîtrisés dans la plupart des pays et sous presque tous les climats avec une efficacité comparable. De plus, à mesure que la richesse s'accroît, le logement, les services à la personne et les équipements locaux, qui ne peuvent pas faire l'objet d'un commerce international, prennent une part de plus en plus importante dans l'économie nationale, au détriment des produits de base et des objets manufacturés (...) En bref, l'autosuffisance nationale, même si elle a un coût, est un luxe que nous aurions les moyens de nous offrir, si nous le souhaitions»

La question est alors :

« Y a-t-il assez de bonnes raisons pour que nous le souhaitions ? »

La réponse de Keynes sera positive, qui s'organise autour de quatre arguments, lesquels renvoient, nous le verrons, aux combats qu'il aura mené sa vie durant.

✱ premier argument : l'ouverture internationale n'est pas facteur de Paix

Le premier argument (dans l'ordre d'exposition, mais probablement dans l'esprit de Keynes), est relatif, dans le contexte que nous avons rappelé, aux conditions de préservation de la Paix :

« D'abord la question de la Paix. Nous sommes aujourd'hui pacifistes avec une telle force de conviction que si les tenants de l'internationalisme économique pouvaient l'emporter sur ce point, ils retrouveraient vite notre appui. Mais il n'est pas évident que concentrer ses efforts sur la conquête des marchés étrangers, introduire dans les structures économiques d'un pays les ressources et l'influence de capitalistes étrangers et dépendre étroitement des politiques des autres pour sa propre vie économique garantisse la paix entre les nations. L'expérience et la prévoyance nous permettraient même d'affirmer le contraire. » (p.8)

On comprend donc que l'argument joue aux deux niveaux :

– de l'internationalisation des échanges :

« La protection par un pays de ses intérêts à l'étranger, la conquête de nouveaux marchés, le développement de l'impérialisme économique, sont les éléments incontournables de la politique de tous ceux qui veulent maximiser la spécialisation internationale et la diffusion géographique du capital, où que soit installé celui qui le possède » (ibidem)

– et de ce que nous dénommerions aujourd'hui la « globalisation financière » :

« Si l'on pouvait éviter la fuite des capitaux, les politiques intérieures seraient plus faciles à déterminer. Il y a un véritable divorce entre les propriétaires et les vrais gestionnaires lorsque, par suite de la forme juridique des entreprises, leur capital est réparti entre d'innombrables individus qui achètent des actions aujourd'hui, les revendent demain, et n'ont ni la connaissance ni la responsabilité de ce qu'ils ne possèdent que peu de temps. C'est déjà grave à l'intérieur d'un pays, mais les mêmes pratiques étendues à l'échelle internationale deviennent intolérables en période de tension (...) on voit à l'expérience que le fait que le propriétaire soit éloigné de la gestion est préjudiciable aux relations entre les hommes, et que cela provoque tôt ou tard des tensions et des inimitiés qui finissent par réduire à néant les calculs financiers » (p.8-9)

Par conséquent,

« je me sens donc plus proche de ceux qui souhaitent diminuer l'imbrication des économies nationales que de ceux qui voudraient l'accroître. Les idées, le savoir, la science, l'hospitalité, le voyage, doivent par

nature être internationaux. Mais produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout faisons en sorte que la finance soit nationale. (...) un degré plus élevé d'autosuffisance nationale et une plus grande indépendance économique entre les nations que celle que nous avons connue en 1914 peuvent servir la cause de la paix, plutôt que l'inverse. De toute façon, l'internationalisme économique n'a pas réussi à éviter la guerre (...) » (p.9)

On retrouvera cet argument, précisé, dans le fameux chapitre 24 de la *Théorie Générale* :

« Nous avons dit en passant que le nouveau système pourrait être plus que l'ancien favorable à la paix. Il convient de revenir et d'insister sur ce sujet.

Les causes de la guerre sont multiples. Les dictateurs et leurs semblables, à qui la guerre procure, au moins en perspective, un stimulant délectable, n'ont pas de peine à exciter le sens belliqueux de leurs peuples. Mais, ceci mis à part, leur tâche est facilitée et l'ardeur du peuple est attisée par les causes économiques de la guerre, c'est-à-dire par la poussée de la population et par la compétition autour des débouchés. Ce dernier facteur, qui a joué au XIXe siècle et jouera peut-être encore un rôle essentiel, a un rapport étroit avec notre sujet.

Nous avons signalé dans le chapitre précédent que sous un régime de laissez-faire intérieur et d'étalon-or international, comme celui qui était orthodoxe pendant la seconde moitié du XIXe siècle, le seul moyen pour les Gouvernements de soulager la détresse économique de leur pays était de lutter pour la conquête des marchés extérieurs. Les remèdes efficaces au chômage chronique ou intermittent se trouvaient tous exclus à l'exception des mesures destinées à améliorer la balance extérieure des revenus.

Les économistes avaient coutume de célébrer le système international existant parce qu'il procurait les fruits de la division internationale du travail tout en conciliant les intérêts des différentes nations ; mais ils laissaient dans l'ombre une conséquence moins bienfaisante de ce système. Et certains hommes d'État faisaient preuve de bon sens et d'une juste compréhension de l'ordre réel des choses lorsqu'ils soutenaient qu'un pays riche et ancien qui néglige la lutte pour les débouchés voit sa prospérité décliner et s'évanouir. Or, si les nations pouvaient apprendre à maintenir le plein emploi au moyen de leur seule politique intérieure (et aussi, faut-il ajouter, si leur population pouvait atteindre un niveau d'équilibre), il ne devrait plus y avoir de force économique importante capable de dresser les intérêts des divers pays les, uns contre les autres. Il y aurait encore place dans certaines circonstances pour le crédit international et pour la division internationale du travail. Mais les pays n'auraient plus un motif pressant d'imposer leurs marchandises au voisin et de refuser ses offres, comme ils le font aujourd'hui, non parce que cette politique est nécessaire pour leur permettre de payer ce qu'ils désirent acheter à l'étranger, mais parce qu'ils cherchent ouvertement à rompre l'équilibre des paiements de manière à rendre leur balance commerciale créditrice. Le commerce international cesserait d'être un expédient désespéré pour protéger l'emploi à l'intérieur des pays par des ventes au dehors et par des restrictions d'importation ; moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte. Il deviendrait un échange de marchandises et de services, réalisé librement et sans obstacle, en des conditions comportant des avantages réciproques. » (Keynes : 1936, chap.24, p.)

On comprend au total que c'est en libéral que Keynes réfute les vertus du libre-échange, tel qu'il a été porté au XIXe siècle et jusqu'au moment où il écrit. Si le libre échange est l'instrument par défaut de la conquête de la prospérité matérielle et du plein emploi, alors il est belligène, car il ne peut se penser qu'au détriment de l'autre, et de manière à tirer sa prospérité de l'excédent de sa balance des paiements. C'est en fait, le mercantilisme, ou l'internationalisation des échanges fondée sur les seuls avantages absolus que condamne Keynes, davantage que l'internationalisation librement consentie entre Nations *par ailleurs* dotées des instruments de politique macroéconomique leur permettant d'obtenir le plein emploi et la prospérité matérielle.

✱ *Deuxième argument : l'ouverture internationale ne crée pas un environnement propice à l'obtention du plein emploi : la question du taux d'intérêt*

Le deuxième argument, qui préfigure ce qui sera le thème central de la *Théorie Générale*, trois ans plus tard, a trait, précisément, à la possibilité de mener des politiques macroéconomiques dans l'objectif d'atteindre le plein emploi, l'un des « deux vices marquants du monde où nous vivons », en l'occurrence au moyen d'une politique monétaire de bas taux d'intérêt :

« une politique de renforcement de l'autosuffisance nationale ne doit pas être considérée comme un idéal en soi, mais comme le moyen de créer un environnement dans lequel d'autres idéaux pourront être poursuivis commodément et en toute sécurité.

Laissez moi vous donner un exemple aussi simple que possible, choisi parce qu'il est en relation avec des idées qui m'ont beaucoup occupé l'esprit ces derniers temps. Dans les activités économiques quotidiennes, qu'il faut distinguer de celles qui sont dirigées de façon centralisée, je suis favorable au maintien d'autant de décision et d'initiative privées qu'il est possible. Mais j'ai fini par être convaincu que le maintien de la structure de l'entreprise privée est incompatible avec le degré de bien-être matériel que l'avancée des techniques nous permettrait, à moins que le taux d'intérêt ne tombe à un chiffre nettement inférieur à celui auquel il devrait être fixé par le jeu naturel des forces opérant selon les anciennes règles. En fait la transforation de la société à laquelle irait ma préférence demanderait à ce que le taux d'intérêt baisse jusqu'à disparaître dans les trente prochaines années⁵. Mais ce n'est pas près d'arriver dans un système où ce taux, une fois pris en compte le risque et les autres facteurs, a tendance à s'uniformiser à un niveau mondial sous l'effet du jeu normal des forces financières. Pour de multiples raisons que je ne peux développer ici, l'internationalisme économique, avec ce qu'il comporte de libre mouvement de capitaux et de fonds à investir, aussi bien que de libre échange de marchandises, peut condamner mon propre pays, pour une génération, à un niveau de prospérité matérielle inférieure à celui qu'il pourrait atteindre dans un système différent»(p. 12-13)

Remarquons ici que Keynes ne va pas plus loin dans sa critique du Libre échange au titre des dégâts qu'il occasionnerait dans l'obtention du plein emploi. Les théories qui visent à démontrer les mérites du libre échange, reposent toutes sur le postulat d'un plein emploi des facteurs de production, dont le redéploiement, le déversement d'un secteur à l'autre améliore le bien-être de la société : là encore, la *Théorie Générale* fera un pas de plus dans la critique des fondements logiques du laisser-faire et du laisser-passer, en reliant ces convictions au postulats fondamentaux de la théorie classique⁶. Dans le texte que nous étudions, Keynes préfère insister sur les conséquences qu'a, sur la poursuite d'objectifs politiques propres, le développement d'une finance internationale.

Ce qui, suivant Boyer (2006 : 23) suggérerait une autre ligne de lecture de la *Théorie Générale* : la vraie rupture que Keynes consomme en fait avec la théorie classique part du constat de la séparation du capital financier et du capital productif et de l'inversion des hiérarchies institutionnelles, qui donne la primauté à la finance sur les institutions régissant les ajustements de l'emploi (rapport salarial) : « *Le chômage involontaire pourrait dès lors se manifester d'autant plus nettement que*

5 « On justifiait jusqu'ici une certaine élévation du niveau de l'intérêt par la nécessité de fournir à l'épargne un encouragement suffisant. Mais nous avons démontré que le montant effectif de l'épargne est rigoureusement déterminé par le flux de l'investissement et que l'investissement grossit sous l'effet d'une baisse du taux de l'intérêt, pourvu qu'on ne cherche pas à le porter au delà du montant qui correspond au plein emploi. La politique la plus avantageuse consiste donc à faire baisser le taux de l'intérêt par rapport à la courbe de l'efficacité marginale du capital jusqu'à ce que le plein emploi soit réalisé.

Ce critère conduira, sans aucun doute, à un taux de l'intérêt beaucoup plus faible que celui qui a régné jusqu'ici, et pour autant qu'on puisse faire des conjectures au sujet des courbes de l'efficacité marginale qui correspondent à un équipement en capital de plus en plus développé, il y a lieu de croire que le maintien plus ou moins continu d'une situation de plein emploi exigera une baisse profonde du taux de l'intérêt, sauf toutefois si dans la communauté tout entière (État compris) il se produit une forte variation de la propension à consommer. »

« si l'on a posé autrement le problème de l'épargne, il n'y a rien à objecter à la théorie classique moderne relative au degré de coïncidence de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, tant dans un régime de concurrence parfaite que dans un régime de concurrence imparfaite. Hors la nécessité d'une direction centrale pour maintenir la correspondance entre la propension à consommer et l'incitation à investir, il n'y a pas plus de raison qu'auparavant de socialiser la vie économique. »

« D'accord avec Gesell, nous estimons donc que la suppression des lacunes de la théorie classique ne conduit pas à abandonner le « Système de Manchester » mais simplement à indiquer la nature du cadre qu'exige le libre jeu des forces économiques pour que les possibilités de la production puissent être toutes réalisées. L'existence des organes centraux de direction nécessaires à assurer le plein emploi entraînera, bien entendu, une large extension des fonctions traditionnelles de l'État. D'ailleurs la théorie classique moderne a elle-même appelé l'attention sur les divers cas où il peut être nécessaire de modérer ou de diriger le libre jeu des forces économiques. Mais un large domaine n'en subsistera pas moins, où l'initiative et la responsabilité privées pourront encore s'exercer. Dans ce domaine les avantages traditionnels de l'individualisme garderont toute leur valeur. »

« L'élargissement des fonctions de l'État, nécessaire à l'ajustement réciproque de la propension à consommer et de l'incitation à investir, semblerait à un publiciste du XIXe siècle ou à un financier américain d'aujourd'hui une horrible infraction aux principes individualistes. Cet élargissement nous apparaît au contraire et comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle. » (Keynes : 1936, chapitre XXIV, p. 369 -373)

6 « C'est donc l'hypothèse de l'égalité entre le prix de la demande globale des produits et le prix de leur offre globale qui doit être regardée comme le « postulat d'Euclide » de la théorie classique. Cette hypothèse étant admise, tout le reste en découle ; les avantages sociaux de l'épargne privée et nationale, l'attitude traditionnelle vis-à-vis du taux de l'intérêt, la théorie classique du chômage, la théorie quantitative de la monnaie, les avantages illimités du laissez-faire dans le commerce extérieur et beaucoup d'autres choses que nous aurons à discuter » (Keynes : 1936, chapitre II, p.46-47)

prévaut une logique financière qui fait émerger une convention en matière de vues sur l'avenir »
(Boyer, op.cit.)

- * *Troisième argument : la mise en avant des seuls avantages économiques de la mondialisation sacrifie en fait les valeurs autres qu'économiques*

Ce « sacrifice » d'une prospérité matérielle sinon atteignable auquel Keynes fait référence, le conduit à «élargir » son propos. Le mal profond du système dans lequel nous vivons est de laisser trop d'importance au seul raisonnement économique, et de sacrifier des valeurs essentielles à l'opinion de Wall Street et à la seule logique comptable.

Or une correcte architectonique des valeurs doit laisser l'économie à sa place : celle d'un outil, d'un moyen, d'obtenir des idéaux, politiques, et moraux, plus fondamentaux :

« Le XIXe siècle a donné une place extravagante à ce que l'on peut désigner, pour faire court, aux « résultats financiers », promu critère d'appréciation de toute action, qu'elle soit publique ou privée. Mener sa vie est devenu une sorte de parodie du cauchemar d'un comptable. Au lieu d'utiliser leurs ressources matérielles et techniques, toujours croissantes, pour bâtir une cité splendide, les hommes construisaient des taudis. Et ils pensaient que c'était une bonne chose, qu'il fallait le faire, parce que selon les critères de l'entreprise privée, les taudis sont « rentables », alors qu'une ville superbe aurait été, selon eux, une dépense d'une folle prodigalité et qui aurait, dans le langage stupide des financiers, « hypothéqué l'avenir » (...) Nous devons rester pauvres parce qu'il n'est pas rentable d'être riches. Nous devons vivre dans des taudis, non pas parce que nous ne pouvons pas construire des palais, mais parce que « nous n'en avons pas les moyens » (...) La même règle de calcul financier, autodestructrice régit chaque moment de la vie. Nous détruisons la beauté de la campagne parce que les splendeurs d'une nature qui n'appartient à personne n'ont aucune valeur économique. Nous sommes capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne rapportent aucun dividende. Londres est l'une des villes les plus riches de l'histoire de la civilisation, mais elle ne « peut pas se permettre » les réalisations les plus ambitieuses dont sont capables ses habitants, parce qu'elles ne sont « pas rentables » (...) Rien ne devait échapper à l'autel de Moloch et de Mammon réunis ; nous devons tout sacrifier à ces monstres (...) Les valeurs autres qu'économiques semblent avoir été sacrifiées. (...)

Les arguments en faveur du libre échange, précisément, reposent sur cette inversion perverse :

« Mais dès que nous nous permettons de ne pas respecter le critère du profit comptable, nous commençons à changer notre civilisation. (...) C'est l'Etat plus que l'individu qui doit changer ses critères. Ce sur quoi il nous faut tirer un trait, c'est la conception d'un ministre des Finances qui serait le président d'une sorte de société par actions. Et si les fonctions et les objectifs de l'Etat doivent être étendus, le choix de ce qui doit être produit dans un cadre national et de ce qui doit faire l'objet d'échanges avec l'étranger devra figurer en bonne place parmi les priorités de la politique » (p.15)

- * *et tout particulièrement le libre exercice des expériences démocratiques (Quatrième argument)*

L'inversion des hiérarchies institutionnelles (domination de la Finance sur les institutions régissant les régulations nationales, au premier rang desquelles le rapport salarial) et des hiérarchies de valeurs (l'économique présidant à la marche du monde et soumettant à son empire le politique et l'éthique) ont pour conséquence délétère que les Nations, les peuples, n'ont plus la maîtrise de leur destin collectif, et qu'est en particulier obérée la possibilité de mener des expériences variées dans la régulation du système de marché :

« ce que je soutiens, c'est que la nouvelle génération n'a rien à attendre d'un système économique mondialement uniforme, qui était en gros, celui du XIXe siècle, et que nous devons être aussi peu soumis

que possible à l'influence des changements économiques décidés ailleurs, afin de pouvoir faire nous-mêmes les expériences que nous souhaitons, pour aller vers la République sociale idéale du futur. Je pense qu'une démarche délibérée vers une plus grande autosuffisance nationale et un plus grand isolement économique nous faciliterait la tâche, dans la mesure où cela n'aurait pas un coût excessif » (p.13)

Au total le libre-échange est triplement condamné : économiquement, il n'est pas la meilleure solution et porte des risques de crise et d'accroissement des inégalités qui sont considérables ; politiquement il est dangereux, car il est attentatoire à la démocratie et à la liberté de choisir ses institutions sociales et économiques, et que loin d'être une promesse de Paix, il nous conduit à la guerre ; moralement, enfin, il est indéfendable, n'ayant comme autre rivage que la réduction de toute vie sociale à la marchandise, et érigeant en valeur morale la conduite de vie de la « nouvelle classe de loisir » dénoncée en son temps par Thorstein Veblen.

c) ...et doit être mené avec pragmatisme

En cohérence avec ses combats politiques et philosophiques, si l'objectif de Keynes peut apparaître radical, la manière de l'atteindre se veut pragmatique, non pas tant en raison d'une quelconque modération dans l'objectif ou la démarche, mais, plus fondamentalement, en raison de la prise en compte de l'incertitude dans laquelle nos décisions doivent être prises, du rejet symétrique qui en découle de la nostalgie d'un âge d'or passé et de la promesse d'un âge d'or futur, et en particulier du refus conséquent d'un constructivisme social qui pousserait à vouloir faire table rase des institutions existantes pour construire l'ordre nouveau.

Au total, s'il faut transformer nos institutions, c'est en évitant tout enfermement doctrinaire, et en se gardant de toute impatience. C'est la condition pour construire un capitalisme « raisonnable ».

× Premier argument : l'importance des processus et l'incertitude

Le point de départ de l'attitude de Keynes, est, pourrions-nous dire, le refus d'un raisonnement de « statique comparative ». L'importance du temps historique lui fait repousser sur le plan analytique, ici sur le plan pratique, la logique de l'équilibre : on ne peut dessiner les caractéristiques de l'équilibre vers lequel on tend indépendamment de la prise en compte du processus susceptible d'y mener, et les questions d'existence et de stabilité des équilibres socio-économiques ne peuvent être distingués :

« le capitalisme international et néanmoins individualiste, décadent mais dominant depuis la fin de la guerre, n'est pas une réussite. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux, et il ne tient pas ses promesses. En bref nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes » (p.11)

Le théoricien est en effet fort démuné pour procéder à l'analyse des évolutions en cours, pour la raison simple que l'aboutissement de ces transformations est par nature inconnu, la caractéristique du monde économique dans lequel nous vivons étant qu'y règne l'incertitude la plus radicale, à la fois sur les états futurs de la nature, et sur le résultat de la composition des actions individuelles. Si le capitalisme est par nature innovation et expérimentation pratique, que peut le théoricien ? Continuer à défendre l'orthodoxie et proposer le retour à un âge d'or assez largement mythifié ? Telle est l'attitude fréquente des contemporains de Keynes. Telle n'est pas sa position. Il est convaincu que l'incertitude ne doit pas conduire au conservatisme, mais à l'action pragmatique⁷ :

⁷ Cette démarche, nous le verrons, s'inscrit profondément dans ses conceptions philosophiques, tant du point de sa philosophie de la connaissance que du point de vue de sa philosophie politique. C'est en particulier, sur le premier point, le cœur de son débat avec Moore

« Les nouveaux modèles économiques vers lesquels nous avançons à tâtons sont, par nature, au stade de l'expérimentation. Nous n'avons pas en tête, prête à l'emploi, l'idée exacte de ce que nous voulons. Nous la découvrirons chemin faisant et nous devons lui donner forme en fonction de notre expérience. » (p.18)

Et cette expérimentation peut être variée, les régulations du capitalisme pouvant s'ancrer dans des régulations et des tempéraments nationaux irréductibles, que l'internationalisation tente en vain de nier :

« D'année en année, il devient de plus en plus évident que le monde s'engage dans diverses expériences politico-économiques correspondant à des tempéraments nationaux et à des environnements historiques différents » (p11.)

× *Le refus de la tabula rasa*

Pour autant, si Keynes repousse la nostalgie d'un âge d'or révolu qu'il faudrait conserver ou rétablir, il rejette avec autant de détermination la radicalité doctrinaire d'un âge d'or futur, promis et idéalisé. C'est que là aussi le constructivisme social peut conduire aux excès que l'enfermement doctrinaire dans la « radicalité » nourrit :

« De ces réflexions sur les finalités propres de l'Etat, je reviens au monde de la politique contemporaine. Après avoir cherché à comprendre, en toute impartialité, les idées qui fondent le besoin ressenti par tant de pays d'une plus grande autosuffisance nationale, il nous faut examiner avec soin si, dans la pratique, nous ne sommes pas en train de rejeter trop facilement des acquis importants du XIX^e siècle. Je trouve que dans tous les pays, sans exception, où les partisans de l'autosuffisance nationale ont pris le pouvoir, beaucoup de bêtises ont été commises. Mussolini est peut-être en train de parvenir à l'âge de raison, mais la Russie offre le pire exemple que le monde ait connu d'incompétence administrative et sacrifie à des idiots à peu près tout ce pourquoi la vie vaut d'être vécue. L'Allemagne est entre les mains d'irresponsables déchaînés – il est donc trop tôt pour juger sa politique économique. (...) Dans le même temps, les pays qui conservent ou adoptent un protectionnisme pur et dur, à l'ancienne, modernisé par l'adoption de quelques mesures de contingentement, font des choses rationnellement indéfendables.(...) »

Et Keynes ne veut pas que les bêtises et les incompétences des uns conduisent à dévaloriser pour tous l'idée même de changement et l'intérêt porté aux expérimentations d'une plus grande autosuffisance nationale :

« Je ne voudrais pas que l'on croie que j'approuve ce qui est actuellement fait par les politiques au nom du nationalisme économique. Loin de là. Mais mes critiques sont celles d'un homme portant un regard amical et sympathique sur les expérimentations menées avec obstination dans le monde contemporain, qui souhaitent qu'elles réussissent, qui a lui-même des projets dans ce sens et qui, en dernier ressort, préfère n'importe quoi plutôt que ce que les rapports financiers appellent « l'opinion de Wall Street »

Il importe finalement de conduire le changement en évitant trois écueils majeurs, dans lesquels les expériences évoquées par Keynes sont systématiquement tombées.

× *Les trois écueils à éviter*

Les trois écueils identifiés par Keynes, sont

- l'enfermement doctrinaire et rhétorique :

« Je vois dans le nationalisme économique et dans les mouvements en faveur de l'autosuffisance nationale

trois dangers majeurs qui compromettent leur chance de succès :

La première est la Bêtise - la bêtise du doctrinaire. Il n'y a rien de surprenant à la trouver dans ces mouvements qui sont passés sans transition du stade des propos excessifs d'après-dîner à celui de l'action. On a du mal, au début, à distinguer le discours brillant qui a permis d'emporter l'adhésion des foules et le fond du message, beaucoup plus terne. Passer de l'un à l'autre n'a rien de cynique. Les mots doivent avoir de la force, car ils portent les idées qui partent à l'assaut de l'absence de pensée. Mais lorsqu'on a atteint les sièges du pouvoir et de l'autorité, on ne devrait pas se permettre de licence poétique. (...) Si elle veut survivre, une société qui expérimente (...) ne peut pas se permettre de céder à la stupidité ou à l'irréalisme des doctrinaires. Quand un doctrinaire passe à l'action, il doit, pour ainsi dire, oublier sa doctrine. Car celui qui, dans l'action, reste prisonnier de son discours, manquera probablement son but

– deuxième écueil : l'impatience et la précipitation à laquelle ce même enfermement doctrinaire peut conduire :

Le second danger – pire que la bêtise – est la précipitation (...) La transition économique d'une société doit être menée lentement. Les arguments que je viens de développer ne portent pas sur une révolution brutale, mais sur une tendance séculaire. La Russie nous donne aujourd'hui un exemple terrifiant des maux provoqués par une précipitation démentielle et inutile. (...) Il est dans la nature des processus économiques de s'inscrire dans la durée. Une transition trop rapide provoquera une telle destruction de richesse sans contrepartie que le nouvel état des choses sera, au début, bien pire que l'ancien, et que la grande expérimentation sera discréditée (...)

cet argument est repris en plusieurs endroits:

« Il faudra que ceux qui souhaitent dégager un pays de ses liens le fassent avec prudence et sans précipitation. Il ne s'agit pas d'arracher la plante avec ses racines, mais de l'habituer progressivement à pousser dans une direction différente » (p.9)

« Nous devons le faire très prudemment, avec beaucoup de précaution, et en toute conscience » (p.15)

– enfin, troisième écueil : l'intolérance que le même enfermement doctrinaire génère :

Le troisième danger, le pire des trois, est l'intolérance et la répression de toute critique éclairée. Les nouveaux mouvements arrivent généralement au pouvoir par la violence plus ou moins ouverte. Ils n'ont pas convaincu leurs opposants, ils les ont terrassés. (...) C'est encore la Russie qui fournit un exemple des terribles erreurs que commet un régime lorsqu'il s'affranchit de toute critique.(...) Je n'admire pas sans réserve les politiciens, mais eux du moins baignent dans la critique, ce qui leur donne une incontestable supériorité sur les militaires.(...) Ce processus de critiques courageuses, libres et sans merci est la condition sine qua non du succès final. Nous avons besoin du concours de tous les esprits brillants du moment. Staline a éliminé tout esprit critique, tous ceux qui faisaient preuve d'indépendance, même lorsqu'ils avaient de la sympathie pour sa cause. Il a créé un climat dans lequel le fonctionnement intellectuel s'est atrophié. Les délicates circonvolutions du cerveau ont été pétrifiées. Le son assourdissant du mégaphone remplace les souples inflexions de la voix humaine. Les idioties de la propagande stupéfient même les oiseaux et les bestiaux. Que Staline soit un exemple terrifiant pour tous ceux qui veulent faire des expériences. Si ce n'est pas le cas, je retournerai vite à mes vieux idéaux du XIXe siècle et à l'héritage intellectuel construit sur la réflexion que nous cherchons aujourd'hui à détourner pour atteindre nos propres objectifs » (p.16 à 18)

II. Les limites d'une transposition

II.1. L'actualité du plaidoyer

La comparaison du contexte qui est le notre avec celui de l'entre-deux guerres mondiales et tout

particulièrement du début des années trente conduit à souligner, au-delà de quelques spécificités propres à la période présente, leur grande similitude.

a) Le contexte économique

Il est frappant de souligner à quel point certains traits considérés comme caractéristiques de l'entre-deux guerres mondiales sont à nouveau présents :

- l'ampleur des transformations institutionnelles et le basculement des hiérarchies institutionnelles, mettent en cause, aujourd'hui comme hier, les théories construites sur l'élimination du temps historique au profit du temps abstrait du calcul rationnel, sur la concentration exclusive sur les équilibres et la négation des processus, sur le raisonnement en termes de stabilité locale des équilibres au détriment d'une interrogation sur la viabilité des trajectoires socio-économiques. Bref, les orthodoxies semblent devoir être remises en causes, et l'héritage des hétérodoxies revisité⁸ ;
- Aujourd'hui comme hier, l'internationalisation des échanges et de la finance transforme la nature des interventions publiques, réduit le périmètre d'action de l'Etat national dont le contournement est systématiquement organisé (substituant au gouvernement d'un seul une gouvernance à plusieurs voix et à plusieurs niveaux), et met en évidence que les recompositions institutionnelles échappent pour une part assez large aux volontés nationales ;
- la différenciation entre formes de propriété et gestion des entreprises, relevée par Berle et Means dès 1932, reprise par Keynes dans son texte de 1933, est de nouveau d'actualité ;
- la question de la convergence des régimes économiques sous l'effet de la globalisation, de la possibilité d'un benchmark institutionnel, et du degré de résilience de la variété des institutionnelles des formes de capitalisme, est de nouveau posée, tant sur le plan théorique que pratique ;

Plus fondamentalement, nous sommes, comme en 1933, dans une période de transition entre deux modèles, entre deux âges du capitalisme, en recherche du nouvel agenda de l'Etat, et des nouvelles régulations à mettre en œuvre.

Mais cette transition, cette fois entre le modèle mis en place après la seconde guerre mondiale et un système plus complet de régulation de la mondialisation qui reste à définir, a ses particularités, qui s'organisent, selon Pierre Jacquet (2006), autour de quatre tendances principales :

- la fin de la guerre froide qui rétablit l'importance de la géographie et donc de la géopolitique ;
- la montée en puissance des pays émergents ;
- l'accélération du progrès technique, qui approfondit l'interdépendance économique internationale, réduit les distances, rétrécit l'espace du régulateur, questionne le cadre purement national des régulations, en même temps qu'elle transforme les modalités d'exercice du Pouvoir ;
- enfin, un changement profond dans les relations internationales, qui nous fait passer d'une gestion plus ou moins coordonnée de la juxtaposition de politiques nationales (dont il s'agissait de comprendre l'interaction), à une dimension nouvelle qui est celle de l'action collective internationale à grande échelle dans la poursuite d'objectifs communs :

« il ne s'agit plus seulement de juxtaposer des intérêts nationaux, mais de travailler beaucoup plus

ensemble à la prise en compte d'intérêts globaux. Ces derniers relèvent par exemple de la production de biens publics mondiaux, comme la lutte contre le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité, la lutte contre la pandémie, la stabilité financière internationale... Mais ils concernent aussi la mise en place d'un cadre mondial de solidarité plus efficace, et c'est ainsi que l'on peut interpréter la croisade engagée contre la pauvreté dans le cadre des « objectifs du Millénaire pour le développement » adoptés en 2000 par l'assemblée générale des Nations Unies. Le besoin d'action collective internationale n'est pas nouveau, mais il a franchi une étape quantitative et qualitative, à la fois du fait de la montée en puissance de ces nouveaux enjeux collectifs (...) et à cause de l'accroissement du nombre des acteurs pertinents » (Jacquet, 2006 : p.41) .

b) Le contexte politique

Le contexte politique dans lequel Keynes écrit peut sembler aujourd'hui éloigné de notre actualité. La rétraction du commerce dans les années trente, qui prend place dans un contexte de montée des régimes autoritaires, n'est pas encore à l'ordre du jour. Mais, là encore, la résurgence des mouvements nationalistes et extrémistes en Europe, à l'occasion des différentes échéances électorales (Grèce, Serbie, mais aussi France), et les interrogations qui peuvent demeurer sur l'évolution de la Russie ou le devenir des révolutions du printemps arabe, indiquent que l'histoire peut parfois balbutier.

Aujourd'hui comme hier, la sensation que l'internationalisation des économies, leur ouverture, et surtout le sentiment diffus que cela s'accompagne, non seulement d'une perte de souveraineté, mais plus profondément d'un désarmement du politique face aux marchés nourrit objectivement cette remontée des nationalismes. Aujourd'hui comme hier, le risque est grand que l'interrogation légitime sur les vertus présumées de la globalisation, faute d'être posée au nom de la promotion de la démocratie et du marché, ne le soit sur la base du refus et des libertés politiques et des libertés économiques, car, aujourd'hui comme hier, il est possible de penser, avec Keynes que :

« le monde ne supportera plus très longtemps l'état de chômage qui, en dehors de courts intervalles d'emballement, est une conséquence, et à notre avis une conséquence inévitable, de l'individualisme tel qu'il apparaît dans le régime capitaliste moderne. Mais [alors que les régimes autoritaires contemporains paraissent résoudre le problème du chômage aux dépens de la liberté et du rendement individuels] une analyse correcte du problème permet de remédier au mal sans sacrifier la liberté ni le rendement. (Keynes : 1936, ch. 24, p.)

c) Le contexte intellectuel

Face à cette grande transformation, à la fois semblable par bien des aspects, et originale au regard de celle observée dans les années trente, les théories économiques sont une nouvelle fois interrogées sur leur capacité à produire une analyse positive des changements structurels, au-delà de leur seule portée normative qui les conduit trop souvent à définir ce que devrait être le bon modèle d'organisation économique, le « one best way » institutionnel.

De ce point de vue, aujourd'hui comme hier, les théories du patriotisme économique ou les plaidoyers altermondialistes ne semblent pas être condamnés à être lus comme les prémisses d'un nationalisme exacerbé. L'idée selon laquelle le refus du libre échange serait une mauvaise politique parce qu'il a été historiquement le fait des adversaires de la démocratie fait ainsi retour. Or la position de Keynes nous enseigne précisément la limite de cet argument : ce n'est pas parce que des adversaires détestables ont adopté telle ou telle politique qu'elle est pour autant discréditée. Bien au contraire, c'est parfois parce que les hommes raisonnables ont délaissé des politiques raisonnables, que celles-ci ont été récupérées et dévoyées par des hommes détestables, détournées de leur objet par la bêtise, l'impatience et l'intolérance.

II.2. *La pertinence de l'argumentaire : le modèle keynésien face à la globalisation*

a) *L'épuisement des gains de l'échange*

L'émergence des nouvelles puissances économiques (Chine, Inde,...) conduit évidemment à revisiter l'argument de Keynes selon lequel les gains potentiels des avantages comparatifs seraient épuisés, et que les bénéfices de la spécialisation et de la division internationale du travail seraient désormais de second ordre par rapport au coût de la globalisation financière. Cela étant, peut-être est-on arrivé, de ce point de vue, de nouveau à une limite : la montée en gamme dans l'échelle des avantages comparatifs opérée par exemple par la Chine, et son engagement possible dans une forme de déglobalisation pourrait alimenter l'idée que, de nouveau, les gains économiques à l'échange ont vocation à se tarir.

Pour autant, les nouvelles théories du commerce international ont pu nous apprendre également que les gains de l'échange ne résultent pas uniquement d'une division internationale entre pays dotés différemment, mais peuvent aussi découler de l'accroissement de la différenciation de produit, suscitée par l'apparition dans chaque territoire des qualités présentes chez son voisin. Elles nous ont appris aussi que le territoire, facteur immobile par excellence, avait vocation à devenir un vecteur majeur de recomposition des avantages comparatifs.

b) *La question de la Paix*

Sur la Paix, il convient d'éviter à l'évidence toute forme de mécanicisme. Si le libre-échange n'est pas le garant de la Paix, il n'en est pas non plus l'ennemi. Après tout, la construction européenne, s'est en grande partie consolidée à partir de traités de libre échange⁹

Par ailleurs, si le libre-échange n'est pas le garant de la Paix, le protectionnisme peut être, lui, au contraire, créateur ou amplificateur de conflits lorsqu'il dépasse un certain niveau. Keynes critique avec véhémence l'échec de l'internationalisme économique à promouvoir la Paix avant la première guerre mondiale. Mais quid de l'effet du protectionnisme sur la Paix après la première guerre ? Sur ce point il faudra attendre la veille de la seconde guerre mondiale pour que Keynes s'aligne finalement sur les convictions de Dennis Robertson, qui avait compris dès les années 1930 qu'un niveau dangereux avait été atteint¹⁰. Dans les années 1920, la plupart des pays européens n'étaient pas revenus au libre échange d'avant 1914, et à partir de 1930, les droits de douane sont rapidement remontés dans la plupart des pays industrialisés: le niveau de protectionnisme finalement atteint en 1933 ne laisse guère de doutes sur son impact sur les risques de guerre, les restrictions quantitatives (quotas) ayant fait massivement leur retour, fermant hermétiquement les économies les unes aux autres, et engendrant un cycle infernal de replis protectionnistes.

C'est d'ailleurs en souvenir de cette spirale de replis que les règles du GATT, ont finalement été imaginées dans l'après-seconde guerre mondiale, avant d'être prolongées par celles de l'OMC. C'est donc la voie de l'ouverture concertée des économies qui a été privilégiée jusqu'à ce jour, et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'une des raisons pour lesquelles la crise déclenchée en 2008 n'a pas dégénéré à ce jour comme celle de 1929 avait pu le faire tient aussi à la mise en place de ces régulations et de ces espaces de concertation, qui ont empêché toute initiative débridée de repli protectionniste. Pour reprendre les termes utilisés plus haut, la question du maintien des flux du

⁹ même si dans les faits, comme le souligne Olivier Messerlin (2006), le traité de Paris, qui créa la CECA et prépara la CEE n'a pas été à proprement parler un traité de libre échange, mais un traité par lequel « les barrières douanières entre Etats ont été remplacées par des barrières privées entre firmes européennes ». C'est donc une « apparence de libre échange » qui a permis de donner naissance à une construction de Paix dont nous bénéficions encore.

¹⁰ En l'occurrence, sur cette question, Keynes ne s'interroge pas sur deux questions essentielles : quelle dose de protectionnisme ? Et quel instrument de protection ? Sur le premier point on voit bien que le danger est qu'on n'en finit plus de rajouter de la protection à la protection. Sur le second, on sait que certains instruments sont plus belligènes que d'autres

commerce mondial, et son implication éventuelle sur la question de la Paix, sont aujourd'hui considérés comme des « biens publics mondiaux » et, à ce titre, relèvent d'une coordination internationale en émergence.

c) quelle autosuffisance ?

Si les politiques nationales sont aujourd'hui limitées dans leur capacité à influencer durablement la recomposition des formes institutionnelles, l'expérience des trente glorieuses peut néanmoins conduire à préciser l'argumentaire. Il faut d'abord constater que l'ouverture négociée des économies au cours des années de l'après seconde guerre mondiale et jusqu'au début des années 1980, à laquelle nous faisons à l'instant référence, a pu s'accompagner de performances inédites en termes de croissance et d'emploi, et de la montée en puissance, sur une base nationale, des politiques de régulation d'inspiration keynésienne. C'est donc moins l'inter-nationalisation des économies qui est interrogée que la globalisation, et moins désormais l'efficacité des politiques économiques nationales que la question de leur coordination. La question posée, encore une fois, est moins celle du libre échange (qui peut être accepté et négocié de manière coopérative dans le cadre d'une inter-nationalisation) que celle du basculement des hiérarchies institutionnelles qui fait que l'économie domine en valeur les régulations politiques, les vide de leur substance, et les somme, de fait, de se « normaliser » en convergeant vers un discutable modèle « vertueux ».

De la même manière, si, comme dans les années trente, le développement et la prééminence de la Finance conduit à une récurrence de crises financières d'importance, il semble à ce jour que notre capacité collective à gérer l'équilibre macroéconomique d'un système très interdépendant ait effectivement, en partie sous l'influence du souvenir du traumatisme de l'après 1929 et l'analyse qu'ont pu alors en faire les économistes, progressé. Là encore la question posée est bien celle de la régulation politique (et morale) de la Finance.

Enfin, il semble que la définition de l'intérêt national soit devenue aujourd'hui moins évidente, à la fois du fait du développement de grands groupes à vocation transnationale, parfois porté et soutenu par les gouvernements nationaux, et en raison du développement d'espaces régionaux intégrés, tout particulièrement en Europe.

L'existence de firmes transnationales modifie par exemple considérablement les déterminants de l'investissement et de leur localisation. Pour la plupart des grandes entreprises transnationales, le déterminant majeur de l'investissement n'est plus dans leur pays d'origine. Il est ailleurs pour trois raisons qui tiennent (1) au nécessaire accès aux matières premières du sol et du sous sol, (2) au non moins nécessaire accès à de vastes marchés de consommateurs (l'investissement direct permet de « sauter » derrière les barrières non tarifaires (*jumping factories*)), (3) à la recherche de la réduction de coûts (coût des inputs, coût des transports, coût du travail,...). En particulier, et pour le dire avec Michalet «*dans ce système, pour expliquer la décision d'investissement, nous croyons avec mme Joan Robinson que le taux d'exploitation du travail est une variable plus fondamentale que l'écart entre le taux de l'intérêt et l'efficacité marginale du capital*» (Michalet : 2006, p38).

Il n'en demeure pas moins que la question du lien entre dé-nationalisation des économies et capacité collective à générer le plein emploi se pose, même si elle prend aujourd'hui davantage la figure de la délocalisation que de la rigidité à la baisse du taux de l'intérêt.

Le constat de la régionalisation des échanges mondiaux conduit, cela étant, à évoquer la question européenne. Il est peut-être en effet nécessaire de faire une distinction entre les délocalisations intra-européennes et les autres, et l'on peut penser de ce point de vue, *a priori*, que le principe du marché intérieur devrait impliquer que le patriotisme économique, s'il devait être promu, soit européen, et non spécifique à chaque Etat membre.

III. Une portée philosophique atemporelle

III.1. en termes de philosophie politique

La conviction profonde de Keynes est, pourrions nous dire, qu'il convient de rétablir en permanence un ordre logique des valeurs entre le politique, l'éthique, et l'économique. En tout état de cause, l'économie doit être subordonnée au politique.

Ses convictions politiques s'ancrent, comme le rappelle Dostaler, dans une philosophie politique qui s'organise autour d'une conception particulière de l'histoire et du rôle qu'y tiennent les hommes.

Cette conception de l'histoire est construite autour du refus de tout déterminisme et de l'idée que puisse exister, dans le domaine des « sciences morales » toute espèce de lois naturelles. Non seulement les lois économiques et sociales de notre temps sont spécifiques et historiquement construites, mais la succession des ordres économiques et sociaux ne répond à aucun caractère de nécessité. C'est pourquoi le pire n'est jamais sûr, mais son évitement n'est jamais non plus garanti.

C'est aussi pourquoi l'économie politique ne peut pas faire abstraction de l'histoire, et faire comme si l'action de chacun était inscrite dans un temps économique abstrait et réversible.

C'est enfin pourquoi les hommes et leur communauté ont un rôle décisif à jouer pour orienter le cours des choses : s'il n'existe pas de lois naturelles, pas de futur déterminé, les décideurs (hommes d'Etat et politiciens) et ceux qui les influencent (philosophes et penseurs sociaux, et les idées qu'ils produisent¹¹) font l'histoire.

Au total, comme l'indique Dostaler, la philosophie de Keynes s'inscrit dans la tradition kantienne :

« Kant cherche à réconcilier principe de causalité et liberté humaine, à montrer que si l'homme s'insère dans une chaîne causale historique, il est aussi la cause de ses propres actions. Dès lors les acteurs jouent un rôle primordial dans l'histoire, ce qui nous amène à la vision politique de Keynes (...) [pour lui], l'homme émerge comme être politique, comme animal civique, lorsqu'il peut prendre en charge sa destinée, lorsque sa place dans l'univers n'est pas déterminée par une quelconque transcendance spirituelle ou fixée une fois pour toute dans le cadre statique de la Nature » (Dostaler : op.cit, p.179)

C'est en particulier, on le comprend, la transcendance de supposées lois économiques naturelles, que Keynes rejette, en particulier dans le plaidoyer qui nous occupe pour l'autosuffisance nationale.

Et si l'histoire s'écrit et se construit, il faut alors porter une vision politique qui garantit le bonheur commun¹². Et précisément, la vision politique que veut porter Keynes, et qu'il portera toute sa vie durant, est la recherche de ce qu'il serait convenu d'appeler, si l'appellation n'était pas galvaudée à force d'avoir été trop usitée, une troisième voie. Cette troisième voie, celle d'un « capitalisme raisonnable »¹³, repose sur le double rejet, dont l'argumentaire ci-dessus exposé s'est fait l'écho, à la

11 Sur l'importance des idées, et de leur influence sur l'action des hommes politiques, eux-mêmes décisifs dans la marche du monde, rappelons nous la conclusion de la *Théorie Générale* : « les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense généralement. A vrai dire le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les visionnaires influents, qui entendent des voix dans le ciel, distillent des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivain de Faculté. Nous sommes convaincu qu'on exagère grandement la force des intérêts constitués, par rapport à l'empire qu'acquièrent progressivement les idées. A la vérité, elles n'agissent pas d'une façon immédiate, mais seulement après un laps de temps. Dans le domaine de la philosophie économique et politique, rares sont les hommes de plus de vingt-cinq ou trente ans qui restent accessibles aux théories nouvelles. Les idées que les fonctionnaires, les hommes politiques et même les agitateurs appliquent à la vie courante ont donc peu de chance d'être les plus neuves. Mais ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal. » (Keynes : 1936, ch. 24). C'est aussi pourquoi « ce sont nos confrères économistes et non le grand public qu'il nous faut d'abord convaincre. Au stade actuel de la discussion le grand public, encore qu'il soit le bienvenu au débat, ne peut qu'assister aux efforts par lesquels un économiste tente de mettre fin aux profondes divergences de vue qui séparent ses confrères, divergences qui ont actuellement enlevé à la théorie économique presque toute son influence pratique et qui continueront à le faire jusqu'à ce qu'on leur ait apporté une solution. » (Keynes : 1936, préface de la première édition anglaise)

12 Dostaler souligne l'influence sur Keynes, en ce domaine, des conceptions d'Edmund Burke (cf. Dostaler : op.cit., p. 179 - 185)

13 Référence aux travaux de John Rodger Commons, un des principaux théoriciens de l'institutionnalisme, et grand inspirateur du New Deal, dont la proximité intellectuelle et philosophique avec Keynes est l'objet de travaux de plus en plus nombreux (cf. notamment Atkinson et Oleson (1998). Cf. aussi Lavalie (2012)

fois du libéralisme classique et des formes radicales et doctrinaires du socialisme.

Le premier, devenu l'apanage des conservatismes, est précisément fondé sur l'illusion d'une naturalité des lois économiques, illusion dominatrice bien qu'elle soit sans support théorique solide. C'est dans la célèbre brochure « la fin du Laissez-faire » qu'on trouve les charges les plus célèbres contre les vertus présumées du libéralisme économique :

*« Débarrassons-nous tout de suite des principes métaphysiques et des principes généraux invoqués par moments pour justifier le « Laissez-faire ». Il n'est pas vrai que les individus possèdent un droit imprescriptible à une « liberté absolue » dans leur activité économique. Il n'existe aucune convention accordant un privilège éternel à ceux qui possèdent ou à ceux qui acquièrent des biens. Le monde n'est pas ainsi fait, les forces divines qui le mènent ne veillent pas à ce que l'intérêt particulier coïncide toujours avec l'intérêt général. Les forces humaines qui y règnent, n'assurent pas davantage que ces intérêts coïncident toujours en pratique et on ne peut déduire avec raison d'aucun des principes d'économie politique que l'intérêt privé, même lorsqu'il est bien compris, assure toujours l'intérêt général. » (Keynes : La fin du Laissez-faire, in *Essais de persuasion*, 1931)*

Les secondes ont pour principal défaut d'hypothéquer la recherche de solutions raisonnables, et l'écho de leur critique se trouve dans la condamnation que nous avons relaté de la bêtise, l'impatience et l'intolérance du doctrinaire.

La troisième voie recherchée par Keynes serait alors celle de ce qu'il appelle un « nouveau libéralisme », ou un « radicalisme »¹⁴ que nous qualifierions de « socialisme libéral, dans la lignée de ce que furent, à son époque les propositions d'un John Stuart Mill. Chez ce dernier, qui déjà affirmait que, parmi les libertés, la liberté économique, la liberté de commerce, n'était pas de même nature et de même importance que la liberté politique, la liberté individuelle cesse d'être la valeur ultime : elle s'efface derrière l'objectif de justice sociale, et le bonheur individuel ne peut être érigé en valeur suprême s'il se poursuit au détriment du bonheur collectif. Dans ce cadre, le droit de propriété, le laissez-faire, et même le libre échange cessent d'être des principes absolus et indiscutables :

« La moitié des raisonnements livresques de nos hommes d'État sont fondés sur des constatations qui furent vraies ou comportèrent à un certain moment une part de vérité mais qui le deviennent de moins en moins tous les jours. Il nous faut inventer de nouveaux raisonnements pour des temps nouveaux, et en attendant, si nous devons être de quelque utilité, passer pour dangereux, intempestifs, peu orthodoxes, infidèles même à ceux qui nous ont précédés.

*Dans le domaine économique, cela revient à rechercher une nouvelle politique et de nouveaux instruments, capables de contrôler et d'adapter le jeu des forces économiques, de façon à ce qu'elles ne contrecarrent pas ouvertement les idées modernes de justice et de stabilité sociale. » (Keynes : Suis-je radical ?, in *Essais de persuasion op.cit.*, p.183)*

Keynes s'inscrit très clairement, nous rappelle Dostaler, dans les perspectives de ce nouveau libéralisme, qu'il identifie à un « semi-socialisme ». Il considère que les objectifs traditionnels du libéralisme (la destruction du monopole privé, la lutte contre la propriété foncière...et contre le protectionnisme, le développement des libertés religieuse et personnelle, des libertés politiques) sont atteints depuis la fin du XIXe siècle. L'enjeu est maintenant d'écrire le nouvel agenda des

¹⁴ On en trouve à nouveau un écho dans « les essais de Persuasion » : *« Qu'est-ce que je demande donc au Radicalisme ? D'un côté, le parti Conservateur forme un tout bien défini : possédant une droite composée d'ultra réactionnaires qui lui apporte force et passion, et une gauche composée d'hommes que l'on peut qualifier de « type le plus accompli » de libres-échangistes conservateurs, bien élevés, emprunts d'humanité, et qui lui donnent une teinte de respectabilité morale et intellectuelle. De l'autre, le Socialisme se trouve également bien défini : avec une gauche composée d'adeptes de la Catastrophe qui lui apportent force et passion, et une droite d'hommes qu'on peut qualifier de « type le plus accompli » de Réformateur Socialiste, bien élevés, empreints d'humanité et qui lui donnent sa teinte de respectabilité morale et intellectuelle. Y a-t-il place pour autre chose au milieu ? Ou chacun de nous doit-il simplement choisir entre le type le plus accompli de Conservateur libre-échangiste, ou le type le plus accompli de Réformateur socialiste sans chercher plus loin ? Peut-être en viendrons-nous là ! Mais je crois encore qu'il y a de la place pour un parti étranger à l'esprit de classe, capable de ce fait de bâtir dans l'avenir, en dehors de toute influence réactionnaire et de toute influence catastrophique, et de nuire aux constructions des deux autres formations politiques. Qu'il me soit permis de tracer brièvement la philosophie et le programme d'un tel parti, comme je les conçois. » (Keynes : Suis-je radical ?, in *Essais de persuasion op.cit.*, p.179)*

fonctions de l'Etat¹⁵, et en particulier, le temps est venu de gérer rationnellement l'économie, pour atteindre des objectifs supérieurs en valeur, et finalement plus lointains:

*Pour ma part, j'aimerais définir le programme socialiste comme visant le pouvoir politique, avec la perspective, en un premier temps, de faire ce qui est économiquement sensé, de telle sorte que plus tard, la communauté puisse devenir suffisamment riche pour se permettre ce qui est économiquement insensé. Mon but, c'est l'idéal ; mon objectif c'est de reléguer les considérations économiques au siège arrière ; mais ma méthode à ce moment de l'évolution économique et sociale consisterait à avancer vers ce but en s'appliquant à faire ce qui est économiquement sensé (Keynes, *The Dilemma of Modern Socialism*, cité par Dostaler, op.cit, p.202-203)*

C'est dans cette perspective que s'inscrit son plaidoyer pour l'autosuffisance nationale. Le libre échange a été, de son point de vue, une conquête nécessaire du XIXe siècle. Il a cru, nous l'avons vu, jusqu'aux années 1920, qu'il demeurait un élément essentiel de la prospérité des Nations et de la domination de la Grande-Bretagne. Sa prise de position en faveur de l'autosuffisance nationale peut donc lui valoir le reproche d'inconsistance. Elle tient bien plus au fait qu'il a fini par concevoir le libre échange comme un moyen, davantage que comme une fin en soi, l'objectif ultime étant la libre détermination du destin politique des peuples et, nous l'avons vu, la préservation de la Paix.

III.2. en termes de philosophie de la connaissance

L'indéterminisme des causalités historiques, si elle fonde l'importance de l'action politique et du rôle des politiciens, des hommes d'Etat et de ceux qui les influencent, est aussi la cause ultime de l'incertitude dans laquelle l'action individuelle et collective se doit d'être prise.

Face à cette incertitude, la question se pose à la fois de la possibilité de la connaissance, et des liens qu'elle peut entretenir avec l'action pratique. Ce sont ces thèmes que Keynes aborde, d'abord dans sa dissertation « *Ethics in Relation to Conduct* », puis dans le *Traité sur les probabilités*, avant d'en faire un axe essentiel de sa réflexion jusque dans la *Théorie Générale*, où le rôle de l'incertitude et la question des modalités de l'action économique en univers incertain sont des thèmes centraux. Pour ce qui nous concerne ici, c'est aussi dans cette conception de la connaissance et de la logique de l'action que s'ancre son rejet symétrique du conservatisme et de la révolution.

Très tôt il s'oppose à Moore, qui, dans ses *Principia Ethica*, engageant une réflexion sur l'action à mener pour arriver au « bien », concluait en substance que, comme il est impossible de prévoir, en raison de l'incertitude, si une action produira du bien ou du mal, il faut se résoudre à suivre les conventions établies et la morale traditionnelle. Pour Keynes, au contraire, on doit pouvoir juger de la justesse d'une action, et donc pouvoir agir, sans pouvoir connaître avec certitude ses conséquences.

Mais de la même manière, c'est la prise en compte de l'incertitude qui doit conduire à rejeter le « parti de la catastrophe », qui « exècre les institutions existantes, et estime qu'on accomplira un grand progrès uniquement en les renversant, ou du moins que les renverser constitue un prélude indispensable à tout véritable progrès », et qui tolère la destruction d'un bien relatif présent, au nom de la promesse d'un bien futur incertain. Entre ces deux influences, l'une catastrophique, l'autre réactionnaire, Keynes veut croire, nous l'avons vu, dans la possibilité d'une démarche pragmatique, qui s'attache à engager une action dès lors qu'elle semble préférable à une autre, et fait du résultat

15 « Nous ne pouvons donc résoudre cette question en termes abstraits. C'est dans ses détails qu'il faut apprécier ce que Burke définissait « un des problèmes les plus complexes du législateur » à savoir : « déterminer dans quel domaine l'État devrait intervenir et donner des directives dictées par la raison publique et ceux qu'il devrait abandonner à l'initiative privée ». Il nous faut distinguer entre ce que Bentham, dans sa nomenclature oubliée mais fort précieuse, appelait les Agenda et Non Agenda et le faire sans avoir les idées préconçues de Bentham sur toute intervention de l'État qu'il jugeait « généralement inutile » et « généralement néfaste ». Peut-être est-ce aujourd'hui la tâche essentielle des Économistes que de distinguer, à nouveau les « Agendas de l'État » et la tâche parallèle des politiciens que d'établir les formes de gouvernement démocratique, capables d'appliquer les Agendas. » (Keynes, *La fin du laisser-Faire*, op.cit., p.170)

pratique de l'action un critère essentiel de validation des prémisses qui y ont conduit.

Conclusion

Ce papier se voulait à double entrée.

Il est d'abord un papier d'histoire de la pensée, et veut contribuer à resituer la pensée et l'oeuvre de Keynes, pour mieux en souligner la portée, laquelle dépasse largement le contexte qui l'a vu naître.

La pensée de Keynes a longtemps été, et est encore le plus souvent, réduite à une série de recettes mécaniques, entrant parfois en contradiction manifeste avec sa vision de la société. Pragmatique, plutôt que dogmatique, Keynes ne prétendait pas fournir des remèdes valables en tout temps et en tout lieu. Il avait emprunté à Burke, nous rappelle Gilles Dostaler, l'idée que le pragmatisme est en politique la plus grande vertu : l'économie et la société ne doivent jamais se laisser enfermer dans des règles définies une fois pour toutes par une expertise technocratique qui se prévaudrait d'une forme d'omniscience.

Il nous reste de Keynes une vision d'ensemble de la société, dans laquelle l'économie n'occupe pas la première place, mais est articulée de manière volontariste, dans la recherche d'une architecture perdue, avec la philosophie politique, la morale, la connaissance et l'Art.

La position de Keynes sur le protectionnisme, et l'actualité de cette position, ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de sa vision politique et philosophique d'ensemble, qui le conduit à rechercher avec pragmatisme les voies de ce que Commons, autre économiste influencé par la philosophie pragmatiste, appelait le « capitalisme raisonnable ». Le diagnostic qu'il a posé dans la première moitié du XXe siècle est toujours d'actualité, précisément pour cette raison. Il est même plus pertinent que jamais, non seulement en raison de ce que plusieurs maux qu'il a identifiés se sont plutôt aggravés, mais parce que de nouveau, la question fondamentale qui est posée est celle de la démocratie dans la mondialisation, de l'articulation nécessaire de l'économie, du politique et de la morale, de la démocratie et du marché, et des moyens de restaurer la prééminence des choix collectifs sur les règles expertes.

En ce sens le texte interpelle aujourd'hui fortement la social-démocratie européenne: elle l'invite à éviter, sous couvert de modernité, à tomber dans les travers symétriques, d'une acceptation sans limite des vertus supposées de la mondialisation, au titre d'un internationalisme économique trop rapidement confondu avec l'internationalisme politique de ses origines ; et d'un nationalisme économique trop étroit, qui tournerait le dos aux compromis historiquement tissés entre action publique et marché. Il faut chercher à comprendre et concilier les intérêts éventuellement divergents du Nord et du Sud, décider de l'attention accordée aux laissés pour compte de la mondialisation, éviter de sacrifier l'Etat Nation, sur laquelle elle a appuyé historiquement sa conciliation du marché et du social. Il lui faut comprendre et faire valoir la complémentarité de l'action politique et de la maîtrise collective et démocratique des destins des peuples avec la mondialisation et l'ouverture. La question pertinente est alors celle du niveau où peut s'ancrer ce pilotage démocratique de la régulation d'un système économique en interaction complexe.

Références

- Amable, Bruno (2005), *Les cinq capitalismes : diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Le Seuil.
- Boulanger, Eric (2004), « Le nationalisme économique dans l'œillère libérale : de l'antithèse au frère illégitime », *Cahiers de recherche du Centre Études Internationales et Mondialisation*, UQAM.
- Chavagneux, Christian (ed.) (2006), Quel patriotisme économique ?, *L'Economie Politique*, n°31
- Dostaler, Gilles (2009), *Keynes et ses combats*, Albin Michel.
- Keynes, John Maynard (1933), *Essays in Persuasion*, traduction française par Herbert Jacoby. Paris: Éditions Gallimard, 1933, 2e édition. Collection NRF, 278 p.
http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/essais_de_persuasion/essais_persuasion.html
- Keynes, John Maynard (1933), « National Self-Sufficiency », *The Yale Review*, vol,22, n°4, p. 755 – 769.
- Keynes, John Maynard (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*, A Harvest Book, 1964. Tr.fr., Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1982.
http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/theorie_gen_emploi/theorie_emploi.html
- Lavialle, Christophe (2001), « L'épistémologie de Keynes et "l'hypothèse Wittgenstein" : la cohérence logique de la Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », *Cahiers d'Economie Politique*, n°38, printemps.
- Lavialle, Christophe (2002), « Légitimité du discours classique et légitimation de la Théorie Générale: l'épistémologie pragmatiste de Keynes », *Sciences de la Société*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, n° 55,
- Lavialle, Christophe (2011), « L'évolution de l'hétérodoxie en économie », in : *La pensée économique contemporaine*, Cahiers Français, La Documentation Française, Juillet – Août.
- Lavialle, Christophe (2012), « Les projets de flex-sécurité : capitalisme idéal vs capitalisme raisonnable ? », in : C.Lavialle (ed.) « Repenser le travail et ses régulations », Presses Universitaires François Rabelais